

M. ROBICHAUD: Encore une question, monsieur le président. Il y a quelque temps, je pense que M. McCusker a fait mention d'un nom de lieu en rapport avec l'emplacement proposé de nos bureaux à Rome. Je n'ai pas saisi le nom où ils seront situés.

M. McCUSKER: C'est juste de l'autre côté de la rue, en face des bains de Caracalla. C'est un des emplacements les plus attrayants de Rome, et c'est probablement la plus grande attraction touristique. Les bains de Caracalla et le théâtre en plein air ont l'avantage d'être une des plus grandes attractions touristiques en Europe, et je pense certainement, sans encourager la prodigalité ou le gaspillage, que c'est notre devoir d'ériger une belle construction sur un emplacement pareil.

M. GREEN: Mais nous ne devrions pas construire d'ambassades pour des attractions touristiques dans d'autres pays.

M. McCUSKER: Cela peut ne pas avoir beaucoup de signification à Vancouver, mais à Rome c'est différent.

M. GREEN: Cela a probablement bien plus de signification qu'à Regina.

M. Goode:

D. Monsieur le président, j'ai écouté M. Green ce matin et il a laissé entendre que d'après lui la dépense à Rome ne peut être justifiée, et il continue à parler de prodigalité. Je pense que peut-être une question comme celle-ci doit être considérée selon l'expérience judiciaire ou commerciale d'un homme, et je dis que M. Green, sauf son respect...

M. GRAYDON: Qui a l'expérience commerciale?

M. GOODE: Voulez-vous discuter avec moi sur ce point?

M. GRAYDON: Je l'aurais fait, si je n'étais pas de trop bonne humeur ce matin.

M. GOODE: Je vois que notre chiffre d'affaires avec l'Italie s'est élevé à \$50 millions l'an passé. Maintenant, nous payons là un loyer de \$22,000 par an pour notre logement, et s'il y a quelqu'un qui puisse me prouver que ce n'est pas une bonne affaire de construire une ambassade à Rome au prix que nous proposons, j'aimerais entendre un argument valable contre ce projet. Notre commerce avec ce pays est en train d'augmenter. Entre 1950 et 1952, notre commerce avec l'Italie s'est accru par sauts et par bonds. Le ministère doit prévoir aussi le logement dont le personnel aura besoin dans dix ans, et ne pas se contenter de construire un logement pour le personnel actuel. Je pense que dans 10 ans le personnel pourra considérablement augmenter. En considérant tous ces chiffres, il me semble que c'est une bonne affaire, et je suis d'accord pour la dépense.

M. Croll:

D. Que ferons-nous si nous n'utilisons pas les liras bloquées? Que ferons-nous des liras si nous ne les utilisons pas?—R. Nous les laisserons soit à la banque, soit avec le gouvernement, cela varie quelque peu suivant le pays, et elles restent là, prêtes à être retirées au taux courant à mesure que les années passent.

D. Pouvons-nous acheter avec ces liras des obligations de l'État?—R. Non, notre accord spécifie les buts pour lesquels nous pouvons les dépenser.

D. Portent-elles intérêt?—R. Non.

D. Elles ne donnent pas d'intérêts; elles restent là seulement, sans emploi.

M. LOW: Elles n'en ont pas besoin.

M. CROLL: Que voulez-vous dire?